

Face à l'inflation : imposons l'augmentation des salaires !

Depuis le 15 septembre, des milliers d'ouvriers de l'automobile sont en grève aux États-Unis, dans les usines de Ford, General Motors (Buick, Chevrolet, Cadillac...) et Stellantis (le groupe né en 2021 de la fusion de Fiat-Chrysler et de PSA qui détient aussi Alfa Romeo, Jeep, Opel...). Aux USA comme ici, les profits insolents des patrons et actionnaires de l'industrie et de la finance révoltent, alors que les salaires sont bouffés par l'escalade des prix.

Une riposte de classe

C'est une première, cette grève menée ensemble par les travailleurs des trois géants de l'auto aux États-Unis, les « Big Three ». Des groupes qui ont réalisé 250 milliards de dollars de bénéfices en Amérique du Nord au cours de la dernière décennie, et 21 milliards de dollars au cours du premier semestre 2023. Des groupes dont les PDG ont augmenté leur salaire de 40 % ces quatre dernières années, pour atteindre une moyenne de 25 millions de dollars par an. Parmi eux, les richissimes familles Agnelli et Peugeot, que nous connaissons bien ici, principaux actionnaires de Stellantis (Fiat et PSA) dont ils ont combiné de placer le siège... aux Pays-Bas, histoire de payer moins d'impôts !

Les travailleurs américains de l'automobile n'ont vu, eux, leur salaire progresser que de 6 % ces quatre dernières années, bien moins que la flambée des prix. Ils revendiquent la fin des rémunérations différenciées entre nouveaux embauchés, intérimaires et travailleurs à temps plein, en même temps que des augmentations de salaire pour tous, suivant le coût de la vie, ainsi que le maintien de tous les emplois dans le cadre du passage à la production de véhicules électriques.

Leur colère est telle que le président du syndicat de l'automobile, l'UAW, a déclaré (propos rares dans la bouche d'un haut responsable syndical) que face à « la guerre de classe unilatérale » qu'ils mènent depuis des décennies contre la classe ouvrière, « les riches ne seront plus les seuls à se battre ».

Leur combat est le nôtre !

Prenons-en de la graine, alors qu'ici aussi les prix flambent et qu'on entend un Macron, dimanche 24 septembre, déclarer qu'il n'est pas question d'indexer les salaires sur les prix. Le Smic serait même « sur-indexé », selon lui. Comme si les smicards gagnaient de quoi vivre ! Face à la hausse du prix de l'essence, il pourrait reconduire, dit-il, une prime ponctuelle de 100 euros pour les salariés les plus pauvres : le prix d'un seul plein pour aller toute l'année au boulot.

Pas question de toucher aux profits de Total ! Quant à Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, il nous dit qu'il va demander des « efforts » aux entreprises de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution pour limiter l'inflation... De la poudre aux yeux. Comme celle de cet été sur le blocage des prix de quelque 5 000 produits jusqu'à la fin de l'année. Le Maire a été obligé de reconnaître la pratique, dite de « shrinkflation », des produits aux prix bloqués, voire baissés... parce que les quantités vendues dans le paquet sont diminuées, faisant augmenter le prix au kilo ou au litre !

Oui, les capitalistes sont en guerre contre la classe laborieuse. Nous, travailleuses et travailleurs, ne touchons que des paies infiniment inférieures aux richesses que nous produisons, sans compter toutes les magouilles patronales supplémentaires pour augmenter encore les profits. C'est l'augmentation générale des salaires qu'il faut exiger, en s'en prenant aux profits. La journée d'action et de manifestations du 13 octobre prochain, à l'appel des syndicats, sera une première occasion de nous retrouver toutes et tous ensemble. Ce n'est qu'un début. C'est une grève d'ensemble qu'il faut préparer pour faire céder le patronat : au moins 400 euros net d'augmentation pour toutes et tous, pas un salaire, pas une pension ni aucune indemnité chômage ou allocation inférieurs à 2 000 euros net pour pouvoir vivre !





Arrêtons de nous faire rouler !

Comme d'habitude à cette période, la direction essaie de nous faire avaler des nouveaux roulements à la conduite à la banlieue. Au "165" de Paris, les conducteurs découvrent que, depuis qu'ils ont perdu la charge des Paris-Mantes-la-Jolie via Poissy, ils ne seraient plus bons pour faire les réserves... sauf les plus pourries !

Mais la direction est tombée sur un os : le 165 ne va pas se laisser faire et invite tout le monde à se battre ensemble pour des meilleures journées de service. Derrière les discussions et les faux argumentaires de nos chefs, c'est bien nos bagarres collectives qui permettront de gagner des embauches et ne pas avoir à se partager des journées surchargées.

Je crois qu'on est suivis...

Un chef d'équipe mobile de ligne, les agents commerciaux intervenant sur plusieurs gares, a cru bon de pister une voiture de service au point de faire paniquer les collègues présents dans le véhicule. Bientôt une formation d'entreprise en unités de police pour maîtriser les fondamentaux d'une filature discrète ?

Lire pour ne pas écouter davantage

La direction de l'EIC invite les agents de l'établissement à faire un retour à leur manager de ce qu'ils pensent et ressentent de leur relation managériale, via le dispositif "Oser le feedback à son manager : 10 jours pour lui faire un retour constructif". Ce questionnaire doit contenir au moins un point positif et un point "d'amélioration" (bonjour la novlangue). Gare à ne pas avoir à la critique trop piquante, car il n'est même pas anonyme. Encore une enquête pour la galerie, alors qu'au quotidien, on a beau remonter ce qui ne va pas, ça ne change rien. À nous "d'oser" dans les temps à venir le meilleur "feedback" à la disposition des travailleurs : la lutte !

Grève à Keolis Montesson

Une centaine d'agents du dépôt de bus de Montesson sont en grève depuis le 12 septembre. Keolis, filiale de la SNCF, a remporté l'appel d'offre sur le périmètre en janvier 2022 (le transport en bus de la grande couronne d'Île de France est ouvert à la concurrence depuis 2021). La direction de Keolis a mis en place depuis un management agressif, au service d'une politique tout aussi agressive : suppression de la prime d'intéressement et de participation (-2000 euros à l'année pour les salariés), critères restrictifs pour toucher la prime de panier repas auparavant versée à chaque journée de travail... Avec près de trois semaines de grève, les conducteurs de bus de Montesson opposent une résistance farouche à la rapacité patronale et méritent tout notre soutien.

Des mauvais résultats ?

La direction de Keolis justifie la suppression de primes par de mauvais résultats financiers. Peut-être vrai localement dans l'entité qui comprend le dépôt de Montesson, une entité créée de toutes pièces dans le cadre de l'ouverture à la concurrence. Mais c'est beaucoup moins vrai à l'échelle de tout Keolis, qui annonçait 48 millions d'euros de bénéfices pour l'année 2022, encore moins vrai à l'échelle du groupe SNCF : 2,4 milliards de bénéfices en 2022. Les autorités publiques et les patrons découpent les réseaux de transport et créent artificiellement des structures en déficit ? C'est pas le problème des travailleuses et des travailleurs !

20 ans de vol de nos congés, ça suffit ?

Depuis 2003, l'État français refuse d'appliquer une directive européenne permettant d'acquiescer des congés en cas d'arrêt maladie. Il est autrement plus rapide pour dégainer des lois quand il s'agit de mesures antisociales ou d'ouverture à la concurrence...! Voici que l'État se voit enfin enjoint par la Cour de cassation à se conformer à ce qui devrait être un principe de bon sens : non, les arrêts maladie ne sont pas du repos !

Ce n'est pas Versailles ici

"Quoi qu'il en coûte", c'est ce qu'a dû dire Macron aux équipes de l'Élysée quand il a fallu organiser le repas au château de Versailles pour la visite d'État du roi Charles III d'Angleterre, la Reine Camilla et pour les 160 autres invités. Assiettes en porcelaine du 18ème siècle et verres en cristal de Baccarat, accompagnés de leur homard bleu, d'un prestigieux vin et de champagne. La note pour le contribuable, même cachée par l'Élysée, doit être salée !

Avec une inflation qui nous écrase chaque jour un peu plus, il est clair que pour nous, dans le compte en banque et dans le frigo, "ce n'est pas Versailles ici !"

Réunion-débat : que pouvons-nous faire face à l'inflation ?

On le voit tous les jours aux courses, à la station service, sur nos factures d'électricité : les prix continuent de flamber. En haut, le homard ne manque pas sur la table du roi d'Angleterre ! Et surtout, les profits battent chaque année des records pour les actionnaires des grandes entreprises. À la SNCF, les augmentations de salaire sont loin de compenser la hausse des prix... après 8 ans de rémunérations bloquées. Alors que faire ? **Viens débattre de ces questions jeudi 05 octobre à 17h30 près de la gare avec le comité NPA de Saint-Lazare. Lieu à demander sur les réseaux sociaux.**

.....
Ce bulletin t'a plu ? Fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :



<https://nouveupartianticapitaliste.fr/>



@npanouveupartianticapitaliste



@NPA_NouvParAnti